

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 Gravelines

Gravelines, le 05/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CVE CUD DUNKERQUE

rue Armand Carrel - ZI de Petite-Synthe
59140 Dunkerque

Références : -
Code AIOT : 0007003941

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/09/2025 dans l'établissement CVE CUD DUNKERQUE implanté rue Armand Carrel - ZI de Petite-Synthe 59140 Dunkerque. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CVE CUD DUNKERQUE
- rue Armand Carrel - ZI de Petite-Synthe 59140 Dunkerque
- Code AIOT : 0007003941
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La communauté urbaine de Dunkerque exploite un Centre de Valorisation Énergétique (CVE) situé dans la zone industrielle de Petite-Synthe. Le centre est autorisé par arrêté préfectoral du 5 décembre 2007 modifié.

La communauté urbaine de Dunkerque a confié la gestion opérationnelle à la société BIOGIE (groupe PAPREC).

Le CVE traite les déchets suivants:

- déchets ménagers non recyclables par le centre de tri;
- refus de traitement du centre de tri;
- déchets combustibles ne pouvant faire l'objet d'une valorisation des matières issues des déchetteries, de la collecte des encombrants et des déchets de cartonnage;
- déchets industriels non dangereux assimilables aux déchets ménagers.

Les installations sont constituées:

- d'une fosse de réception;
- d'un ensemble four-chaudière d'une capacité de 12 t/h;
- d'un système de traitement des fumées en phase humide;
- d'un groupe turbo-alternateur et d'équipements thermiques;
- d'une station de traitement des effluents liquides provenant du traitement des fumées avant leur rejet vers une STEP;
- d'une dalle pour le stockage et le tri des encombrants. Cette dalle a été mise en service en fin d'année 2021.

Le CVE est dimensionné pour traiter et valoriser énergétiquement 94 500 t/an de déchets ménagers et assimilés provenant de producteurs situés à moins de 100 km du site.

L'énergie issue de ce traitement thermique est convertie sous forme d'électricité, pour être ensuite injectée dans le réseau EDF, et de vapeur injectée dans un réseau de chaleur situé à proximité.

Contexte de l'inspection :

- Accident

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;

- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	definition générale des moyens d'intervention en cas d'accident	Arrêté Préfectoral du 05/12/2007, article 7.7.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 05/12/2007, article 7.7.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	PLAN DE SECOURS	Arrêté Préfectoral du 05/12/2007, article 7.7.6.1	Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déclaration et rapport	Arrêté Préfectoral du 05/12/2007, article 2.5.1	Sans objet
2	bassin de confinement et bassin d'orage	Arrêté Préfectoral du 05/12/2007, article 7.7.8.2	Sans objet
5	Consignes générales d'intervention	Arrêté Préfectoral du 05/12/2007, article 7.7.6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été rappelé à l'exploitant son obligation de déclarer tout les accidents ou incidents.

L'exploitant doit indiquer la filière d'élimination retenue pour les eaux d'extinction recueillies dans le bassin. Les analyses et les bordereaux d'élimination seront transmis à l'inspection des installations classées.

L'exploitant doit justifier de la disponibilité des moyens de lutte contre l'incendie relatif à un incendie sur la plate forme encombrant.

La DREAL demande la transmission des preuves des mises en conformité prévues dans le plan d'actions présenté suite à la visite d'inspection du 07/07/25.

L'exploitant doit revoir ses fiches réflexes pour prendre en compte les conditions et les moyens d'intervention précis de son personnel en cas de sinistre.

L'exploitant doit tenir à jour les exemplaires du plan d'Intervention Interne à disposition du personnel et former le personnel.

L'exploitant transmettra un exemplaire du PII à la DREAL, au SDIS et au SIRACED-PC.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration et rapport

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/12/2007, article 2.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration d'incident et rapport
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

Constats :

Le 24/09/2025, l'agent d'astreinte DREAL est informé par le SIDPC 59 d'un départ de feu sur le site du CVE à Dunkerque exploité par la société Paprec, délégataire pour le compte de la CUD. L'information mentionne que 250 m3 de déchets ont brûlé, principalement du bois et de la cellulose. Le SDIS est intervenu et le feu est circonscrit. D'après le SDIS, pas de fumées ni d'impact sur le voisinage.

Aucune information n'est faite par l'exploitant à la DREAL ou au préfet.

Le 25/09/25 matin la DREAL procède à une visite inopinée du site. **Elle rappelle à l'exploitant son obligation de déclarer tout "les accidents ou incidents** survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement."

Par mail du 25/09/25 l'exploitant informe la DREAL de la survenue d'un incendie sur la dalle encombrants du Pôle de Valorisation des Déchets de DUNKERQUE le mercredi 24 septembre. ce mail décrit la chronologie de l'évènement suivante :

"

- 18h le grutier en poste sur la dalle encombrants observe le départ de feu à Appel de la salle de quart à rondier sur la dalle pour aider au déploiement des moyens d'extinction

- 18h10 à Feu non éteint à appel des pompiers

- 18h15 à Appel de l'astreinte CPM / encombrants

- 18h20 à Arrêt des pompes de relevage

- 18h20 à Arrivée des pompiers

- 18h55 à Feu éteint

- 19h30 à Départ des pompiers

Pas de matières dangereuses ou polluantes impliquées.

Pas de conséquences humaines, sociales, environnementales et économiques"

L'exploitant précise qu'une fiche BARPI sera transmise dans un délai de 15 jours.

Par mail du 13/10/25, la CUD transmet la fiche BARPI et indique avoir rappelé à son délégataire l'importance de signaler sans délai tout incident sur les installations.

Pour information, la DREAL rappelle que les déclarations d'accidents/incidents devront obligatoirement être réalisés par téléprocédure sur le site suivant à compter du 01/01/2026. : <https://entreprendre.service-public.fr/>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : bassin de confinement et bassin d'orage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/12/2007, article 7.7.8.2

Thème(s) : Risques accidentels, Bassin de confinement

Prescription contrôlée :

"Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés..." Note de l'inspection : la dalle de stockage et de tri des encombrants est une installation récente qui a été mise en service fin 2021. Elle est équipée d'un bassin de confinement indépendant. La dalle a fait l'objet d'un porter-à-connaissance et a été réceptionnée lors de l'inspection du 15/12/2021. Les prescriptions la concernant n'ont pas encore été intégrées à l'arrêté préfectoral

<p>Constats :</p> <p>Les eaux d'extinction de la dalle ont été recueillies par son bassin de rétention/ confinement qui est alimenté de façon gravitaire à partir de puisards. Le bassin a été isolé par l'arrêt du système de relevage automatique des eaux vers le rejet. La DREAL note qu'il a fallu attendre l'arrivée du contremaître maintenance du site (qui n'était pas sur site et pas d'astreinte) pour que le bassin soit isolé.</p> <p>Lors de la visite il est constaté plusieurs centaines de m3 d'eau dans le bassin (la quantité correspondant aux eaux d'extinction n'est pas connue mais est à priori faible). L'exploitant a prévu de réaliser des analyses afin de déterminer une filière d'élimination adéquate.</p> <p>Observation : le CVE indiquera la filière d'élimination retenue. Les analyses et les bordereaux d'élimination seront transmis à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le CVE indiquera la filière d'élimination retenue pour les eaux d'extinction recueillies dans le bassin. Les analyses et les bordereaux d'élimination seront transmis à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : définition générale des moyens d'intervention en cas d'accident

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/12/2007, article 7.7.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, définition générale des moyens</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'analyse des risques définie dans le présent chapitre au paragraphe généralités.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par porter à connaissance du 12 mai 2020, le CVE a informé monsieur le Préfet du Nord de la construction d'une dalle destinée au tri-transit des encombrants et des déchets inertes. Le projet relève de la rubrique 2716 en enregistrement. Le volume de stockage est de 7 500 m³ (sur 1500 m2). Pour mémoire le volume repris dans l'AP du 05/12/2007 est de 80 m3.</p> <p>Le cas par cas déposé avec le PAC en 2020 contient en annexe une note PHRYSE - étude des dispositions de gestion des eau pluviales et potentiellement polluées en lien avec l'aménagement de la plateforme de stockage d'encombrants datée du 29/11/2019. Elle fait état du calcul des moyens de lutte contre l'incendie selon la D9 avec un besoin de 240 m3/h sur 2 h .</p> <p>Les besoins en eaux d'extinction fixés par l'article 7.7.4 de l'APA du 05/12/2007 à une valeur de 120 m3/h sur 2 h devront être revus à la hausse dans le futur APC du site</p> <p>L'exploitant doit cependant doré et déjà justifier de la disponibilité des moyens de lutte contre l'incendie relatif à un incendie sur la plate forme encombrant. en fournissant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un plan d'implantation des moyens de lutte contre l'incendie à jour. - les essais réalisés sur les PI <u>en simultanée</u> démontrant la disponibilité des volumes requis (240 m3/h)

<p>Cette demande d'essais en simultané a déjà été faite suite à la visite d'inspection du 07/07/25 portant sur les moyens de lutte contre l'incendie.</p> <p>L'exploitant doit répondre sous 1 mois.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit justifier de la disponibilité des moyens de lutte contre l'incendie relatif à un incendie sur la plate forme encombrant en fournissant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un plan d'implantation des moyens de lutte contre l'incendie à jour. - les essais réalisés sur les PI <u>en simultané</u> démontrant la disponibilité des volumes requis (240 m3/h)
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 4 : Entretien des moyens d'intervention

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/12/2007, article 7.7.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.</p> <p>L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.</p> <p>Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Ce point a déjà fait l'objet d'un examen lors de la visite du 07/07/2025 portant sur les moyens de lutte contre l'incendie : lors de cette visite il a été constaté que les équipements d'intervention ne sont pas maintenus en bon état. Une mise en demeure a été proposée (non signée à ce jour). Par courriel du 11/07/2025 la CUD a fait le point sur les actions engagées et a indiqué avoir rappelé à son délégataire PAPREC son obligation légale de maintenir en bon état de fonctionnement l'ensemble des appareils de contrôle et de lutte contre l'incendie. Le plan actions présenté fait état de nouveaux contrôles des moyens de lutte contre l'incendie planifiés en juillet 2025.</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 25/09/25, la DREAL demande la transmission des preuves des mises en conformité prévues dans le plan d'actions précité. Aucun élément n'a été fourni à la date de rédaction du rapport début novembre 2025.</p> <p>L'exploitant doit fournir ces éléments sous 1 mois.</p>

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 25/09/25, la DREAL demande la transmission des preuves des mises en conformité prévues dans le plan d'actions précité. Aucun élément n'a été fourni à la date de rédaction du rapport début novembre 2025. L'exploitant doit fournir ces éléments sous 1 mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Consignes générales d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/12/2007, article 7.7.6
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes générales d'intervention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant aura communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose de fiches réflexes notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un fiche n°1 d'alerte avec le numéro des pompiers (18) et le message à délivrer, - une fiche n°16 concernant un incendie dans la zone encombrant. <p>La seule directive de la fiche réflexe est d'appeler les pompiers. Il renvoie à la fiche n°1</p> <p>Aucune directive sur une éventuelle intervention et les moyens associés n'est donnée.</p> <p>Cette remarque peut être généralisée à d'autres fiches réflexes, par ex la fiche n°4 - feu de benne : Aucune directive sur une éventuelle intervention et les moyens associé n'est donnée.</p> <p>La DREAL note pourtant que lors d'un test de situation d'urgence sur un feu de benne le 23/05/25, il y a intervention du personnel avec une lance, ce qui n'est pas cohérent avec la fiche n°4.</p> <p>L'exploitant doit revoir ses fiches pour prendre en compte les conditions et les moyens d'intervention précis de son personnel en cas de sinistre.</p> <p>il est également constaté que les fiches présentes dans le bungalow abritant le matériel de lutte contre l'incendie (tuyauteries notamment) sont incomplètes.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit revoir ses fiches pour prendre en compte les conditions et les moyens d'intervention précis de son personnel en cas de sinistre. Il doit s'assurer que la totalité des fiches réflexes est mise à disposition du personnel.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : PLAN DE SECOURS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/12/2007, article 7.7.6.1
Thème(s) : Risques accidentels, PLAN DE SECOURS
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu d'établir, avec les Services d'Incendie et de Secours, à la mise en service de l'installation, un Plan d'Intervention Interne définissant les mesures d'organisation, les méthodes de première intervention et les moyens qu'il met en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. Ce Plan d'Intervention Interne comprend notamment : <ul style="list-style-type: none">• les consignes et procédures techniques et organisationnelles de prévention et de protection mises en place sur le site ;• les fiches toxicologiques des différents produits présents sur le site ;• les mesures de protection et d'information du personnel. Le site constituant un risque particulier, il fait l'objet d'un plan ETARE pour la mise en connaissance des personnels intervenants. Un exemplaire de ce Plan d'Intervention Interne est adressé aux Services d'Incendie et de Secours ainsi qu'à l'inspection des installations classées et au SIRACED-PC.
Constats : Le PII a été mis à jour en 2022. L'exploitant transmettra un exemplaire à la DREAL (numérique), au SDIS et au SIRACED-PC sous 15 jours Lors de la visite le PII présent en salle de quart et présenté par le personnel (après recherche) date de 2008. il est visiblement non connu de certains membres du personnel.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Tenir à jour les exemplaires à disposition du personnel et former le personnel. transmettre un exemplaire du PII à la DREAL, au SDIS et au SIRACED-PC
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours